

# Des hommes, des femmes, la haine **ET LA DIGNITÉ**

Directeur  
du CBAI Alexandre **ANSAY**

Coordinatrice du secteur  
Formation au CBAI Ikram **MAAFI**

C'

était l'après-midi du  
dimanche 4 mai 2025, il  
était près de 15 h. Monsieur  
Ziani avait décidé de se rendre  
dans son magasin qu'il a ouvert,  
dans les années 1990, avec son  
épouse, situé rue Vanderstichelen,  
dans le quartier Maritime à Molenbeek.

Ce quartier, il le connaît bien.

Comme un visage qui vieillit et qui perd sa candeur d'antan, Monsieur Ziani a été le témoin de toutes ses évolutions, de toutes ses déchirures qui ont progressivement dilué les marques d'un passé industriel révolu. Ces rues, ces bâtiments, ces quais, les classes politiques dominantes de la Belgique post coloniale des années 1960 avaient voulu les façonner à l'image d'une ville aux accents futuristes, vouée à l'enrichissement par les flux financiers qu'elle était censée attirer. Mais dans ces rêves et ces visions, il n'y avait pas beaucoup de place pour les habitants, ces forces de travail que l'Etat belge désignait comme les « travailleurs de nationalité étrangère »<sup>1</sup>. Fragments de peuples issus de la destinée migratoire, ces hommes et ces femmes étaient venus s'y établir. Avec le temps, ils ont fini par lui donner son âme.



Images extraites de la page Facebook "Je suis la Belgique – Ik ben België".

Cela fait plusieurs dizaines d'années qu'il vit et travaille dans ce quartier où il est arrivé à la fin des années 1960, cette époque « dorée » où le capitalisme belge industriel, avide de bras, nourrissait encore des rêves de grandeur. Quelques années plus tôt, l'Etat belge avait fait appel au Maroc et un accord bilatéral de « recrutement de main-d'œuvre » avait été signé entre les deux nations.

Monsieur Ziani a d'abord travaillé comme ouvrier dans une entreprise de produits chimiques, située en bordure du canal. Une expérience dont il se souvient, non sans une certaine émotion. Ces jours à travailler dur, à faire ses heures, et ces années qui ont marqué son corps et son esprit. Des conditions de vie difficiles, un salaire en francs belges dont il se souvient avec précision du montant. Nous percevons dans ses mots, qu'il prononce avec pudeur, une certaine fierté, celle sans doute d'avoir réussi à ouvrir un chemin qui lui a permis ensuite de fonder une famille.

Les années passent. Monsieur Ziani et son épouse décident de créer une entreprise de vente de produits de bricolage. Dans le quartier, ils ne sont pourtant pas les premiers. Une autre famille pakistanaise s'est lancée dans l'aventure. « Si eux l'ont fait, pourquoi pas nous ? »

Nous avons voulu rencontrer la famille Ziani. Un jour de juin, nous avons décidé de lui rendre visite, là où elle travaille, là où elle vit pour recueillir leurs témoignages sur ces faits dont la violence et la brutalité nous ont profondément marqués.

Nous sommes des travailleurs du CBAI, une institution qui a toujours milité pour la reconnaissance des droits politiques et culturels des peuples de l'immigration, ces peuples qui ont donné naissance à des citoyens et des citoyennes belges bruxelloises qui ont grandi dans nos écoles, dans nos associations et qui ont construit, à la force de leurs bras, de leurs pleurs et de leurs rires, cette ville qu'est Bruxelles la cosmopolite.

Afin de recueillir leur récit, nous avons convenu d'un rendez-vous dans les locaux de l'entreprise familiale. Nous sommes reçus par Monsieur Ziani, son épouse et leur unique enfant, Ilyas. La pièce est toute petite. Elle contraste avec l'imposante grandeur des lieux. Il y a de nombreux écrans d'ordinateurs sur lesquels figurent des tableaux Excel qui alignent leurs cortèges de chiffres. Les ventilateurs soufflent ce qu'ils peuvent pour nous rafraîchir en ce jour de forte chaleur.

Nous commençons cet entretien par les remercier pour le temps précieux qu'ils ont bien voulu nous accorder. Nous disons aussi quelques mots sur les lieux dans lesquels nous nous trouvons. Devant la profondeur et la largeur de ces locaux, nous lui faisons part du respect que nous ressentons devant cette œuvre qu'il a bâtie. Tout en souriant, il nous fait comprendre, en tendant le bras en direction de sa femme assise derrière un de ces écrans, que c'est elle qui est derrière tout ça, elle qui tient les rênes.

Nous lui demandons s'il accepte de revenir sur l'agression raciste dont lui, sa famille et bien d'autres encore, ont été les victimes. Il accepte.

Ce jour-là, Monsieur Ziani, affaibli, sortait d'un long séjour à l'hôpital. Il est arrivé dans les locaux de sa société. Puis, il nous relate le surgissement de ces hommes qui ont fait irruption pour mettre à sac tout ce qu'il y avait moyen de détruire. Il voit ses employés et d'autres habitants, venus se réfugier, courir, effrayés, certains pour se protéger, d'autres pour se cacher. Lui aussi perçoit vite qu'il va être coïncé par ces êtres déchaînés emplis de haine et de fureur. Après avoir essayé de refermer le volet, il prend peur et attrape dans sa main une brique.

Quelques hommes, tous de noir vêtus, lui font face, dont un qui semble être le chef. Il le regarde dans les yeux. Monsieur Ziani lui dit qu'il souffre encore d'une blessure et qu'il ne va pas pouvoir se défendre, alors il lâche la pierre dont il s'est emparé. Et puis, vient le coup de poing. Il s'effondre et sa tête cogne un objet contendant. Un des agresseurs s'approche de lui pour le frapper avec un extincteur. C'est alors qu'un des assaillants se jette sur son corps étendu par terre pour le protéger de ce qui aurait pu lui être fatal. Il nous dit que si nous écrivons un article sur son récit, nous devons relater ce fait. Il insiste.

Monsieur Ziani raconte que les agresseurs, avant d'arriver au « Brico Ben », ont attaqué d'autres personnes, dans un salon de thé notamment, situé dans la rue adjacente. Tout est arrivé très vite et, si les « durs » du quartier ne dormaient pas à cette heure-là, les choses se seraient passé autrement.

Ils n'ont pas pu se défendre devant ce déferlement aussi effrayant qu'inopiné.

A ces mots, le fils de Monsieur Ziani, Ilyas, réagit. Lui aussi a été frappé. Il a voulu défendre son père. Il raconte qu'avec d'autres, ils sont quand même parvenus à affronter les assaillants. Il dit aussi que, la fois prochaine, ça se passera pas comme ça parce que, face à de tels actes, il faut répondre avec détermination.

A ces mots, la maman d'Ilyas et son père réagissent. Ce n'est pas une bonne façon de faire et ce n'est pas ce qu'ils lui ont transmis : pourquoi prolonger par la haine les actes de haine qu'ont posés ces brutes sans conscience et, ce faisant, ressembler à leurs bourreaux ?

Monsieur Ziani raconte ensuite la douleur du coup qu'il a reçu, la douleur de voir tout ce qu'il a bâti être détruit. Et puis, il y a cet homme qui marchait à quelques mètres du magasin avec ses deux enfants : il l'a vu se faire agresser. La douleur aussi de voir sa femme si affectée par ce qui s'est passé, son désarroi devant l'effondrement de tout ce qu'elle et son mari ont essayé de bâtir. Leurs efforts, de toujours, pour « s'intégrer à la société belge » comme effacés par la folie destructrice de ces âmes perdues.

Madame prend la parole. Elle dit que ce qui domine c'est la tristesse de sentir que cette terre d'ici, malgré tous les sacrifices qu'ils ont consentis, elle et son mari, ne veut pas d'eux. Comme si ces rues, ce quartier, cette ville, ce pays qu'ils ont appris à aimer et auquel ils se sont attachés, n'étaient pas les leurs. Alors, elle s'imaginerait au pays comme si, là-bas, sa vie se trouverait justifiée.

Les dégâts matériels sont énormes. Cette réalité pèse sur leurs esprits et ils se demandent s'ils vont pouvoir faire face à cet autre coup, le coût financier lié à la destruction des matériaux, outils, mobiliers et autres.

Les époux Ziani et leur enfant Ilyas font le constat amer que les membres du gouvernement fédéral n'ont pas jugé nécessaire de se déplacer. Seul le procureur du Roi a pris la

peine de les appeler. Il a souhaité les recevoir et, lors de cette rencontre, il leur a promis qu'il allait faire tout ce qui était en son pouvoir pour poursuivre les auteurs de ces actes.

Il demeure encore aujourd'hui que la famille attend que réparation soit faite et que justice soit rendue.

A l'heure où nous écrivons ces lignes<sup>2</sup>, nous sommes saisis par la dignité des époux Ziani et de leur fils, Ilyas face à cette épreuve abominable qu'ils ont eu à subir. Ce jour-là, la haine raciste a pris la forme de ces visages et de ces corps « furieux »<sup>3</sup>, elle s'est emparé d'eux et, comme une maladie qui n'attend qu'à exploser sur les surfaces du corps social, elle a déchaîné sa fureur destructrice.

Cet article n'est certes pas le lieu pour analyser le traitement médiatique réservé à ces situations d'une extrême gravité. Nous avons relevé cependant qu'à la violence des faits, s'est ajoutée la violence de certains propos journalistiques qui se sont appliqués à dénier le caractère islamophobe de ces actes. Il s'agirait là, comme pour les minimiser, de conduites propres à la culture « hooligan ».

Le monde que nous avons en partage voit surgir en lui, comme jamais auparavant et sous les habits d'une étrange normalité, l'expression de haines racistes qui s'appliquent à l'endroit d'hommes et de femmes qui aspirent à une vie de dignité. ■

[1] Arrêté royal du 20 juillet 1967, n° 34 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.

[2] Lorsque nous l'avons rencontré, la famille Ziani a également exprimé sa reconnaissance à la suite de la marche citoyenne organisée en septembre 2025 au cours de laquelle près de 80 participants ont rejoint la ville de Bruges, à l'initiative du collectif "Je suis la Belgique". D'autres acteurs, issus de la vie associative bruxelloise (dont l'asbl AIM), ont également joué un rôle important dans la prise de conscience collective de la gravité de ces actes.

[3] Pierre Tevanian, La mécanique raciste, Dilecta, coll. « État des lieux », septembre 2008.

Des jeunes nettoient le magasin après le passage des casseurs.

